



Wāhāt at-tukhūm wa ḥudūd al-Maghrib al-ḥarqīyya, (1800-1903), watā'iq wa kharāit mukhtāra, watā'iq wa nusūs 2, I^c dād wa taqdīm Khalid Ben-Srhir. (Rabat: Publications of l'Institut Royal pour la Recherche sur l'histoire du Maroc, 2013), 392p.

Moroccan Confines Oases and Eastern Borders in the British Archives (1882 - 1903). Edited By Khalid Ben-Srhir. Texts and documents 1, (Rabat: Publications of the Royal Institute for Research on the History of Morocco, 2013), 760p.

La conquête coloniale a eu pour constante de fragmenter les entités constituées qui se dressaient devant elle et de créer à côté des entités nouvelles dont elle avait préalablement pris le commandement. Le cas du Maroc en est une flagrante illustration. D'un Etat dont la mouvance politique s'étendait de la Méditerranée à la boucle du Niger et de l'Atlantique aux reliefs du Hoggar, il a été réduit à un Etat privé de son sahara, enserré dans l'angle aigu nord occidental du continent africain. Le colonialisme français est le responsable principal de cette réduction rampante du territoire marocain. Elle s'est étalée sur le dernier tiers du XIXe siècle et tout au long de la période du Protectorat, par l'Est, à partir de l'Algérie occupée et par le Sud, à partir de la Mauritanie créée, pour les besoins de la cause, en 1905.

Deux publications de l'Institut Royal d'Histoire du Maroc, préparées et éditées par Khalid Ben-Srhir fournissent la preuve des coups de boutoir pratiqués par les armées coloniales françaises sur les terres marocaines du côté de l'Est et du Sud- Est. On y comprend comment, en quelques décennies, la frontière entre l'Algérie et le Maroc est passée de l'Oued Tafna, dans le territoire algérien, à Tindouf, administré de Rabat par les autorités du protectorat jusqu'en 1952.

Dans un épais volume, de quelque huit cents pages, Khalid Ben-Srhir, qui connaît bien les archives britanniques, publie les correspondances des responsables consulaires anglais au Maroc avec leur gouvernement, entre 1882 et 1903. Ces documents témoignent d'abondance des manœuvres françaises pour repousser le Maroc vers l'Ouest, des efforts désespérés des Sultans pour les déjouer ou les arrêter, des réactions des autres puissances coloniales intéressées et aussi, quoique d'une manière indirecte et sous forme de non-dit, de l'attitude de la Grande Bretagne, puissance dominante de l'époque.

La poussée des armées coloniales françaises a commencé aux lendemains de la bataille d'Isly (1844) et du traité de Lalla Maghnia qui s'en est ensuivi. La frontière entre les deux territoires voisins est passée de l'Oued Tafna à l'Oued Kiss. On s'est contenté de la fixer, sur le terrain, entre l'embouchure de ce cours d'eau et l'oasis de Figuig. Les autorités françaises, ayant la haute main, ont pris garde de ne se fermer aucun horizon. Les autorités marocaines, assommées à Isly, ont marché dans la manœuvre, espérant détourner les appétits coloniaux des oasis du Touat et du Tidikelt que les cartes européennes de l'époque, reproduites par Khalid Ben-Srhir, plaçaient en territoire marocain jusqu'en 1880. A partir de cette date, la pratique des coups de force coloniaux allait s'accélérer. La diplomatie française ne cessa, chemin faisant, d'affirmer son attachement à l'intégrité territoriale du Maroc et à l'application stricte des traités conclus.

Que pouvait faire le Sultan du Maroc devant les armées et la diplomatie du plus fort? Ne pouvant plus rien militairement, il ne pouvait jouer que de la diplomatie du plus faible. Il ne cessait de rappeler que le Kenadsa et le Touat étaient des territoires marocains de par les bay`as régulières de habitants au trône alaouite. Il en référait aux cartes publiées en Europe. Il en appelait aux autres puissances pour les animer contre l'hégémonie française en Afrique du Nord. Conscient des rapports de force entre les grandes puissances du moment, il comptait, plus que tout, sur le soutien anglais qui avait arrêté les armées françaises à Isly et les armées espagnoles, à Tétouan (1861). La Grande Bretagne, il est vrai, avait besoin du statu quo au Maroc jusqu'au milieu des années 1880. Passées ces années, il a fallu commencer à procéder au partage colonial de l'Afrique. Les agents consulaires anglais consignaient, dans le détail, depuis 1883, les manœuvres françaises pour phagocyter les oasis du Sud-Est saharien marocain. Sur instruction de leur gouvernement, ils conseillèrent régulièrement au Makhzen de veiller à ne pas tomber dans le piège des provocations françaises. Evidemment, il n'a jamais été question d'attirer l'attention du Sultan sur l'évolution de la stratégie africaine de

l'Angleterre, pour qui le statu quo au Maroc allait perdre, petit à petit, de sa pertinence, en attendant de devenir une manière de monnaie d'échange avec la France, qui a cessé d'être un compétiteur tenace en Afrique, pour devenir un allié fondamental en Europe.

Ces documents anglais sont complétés et confirmés par les documents marocains publiés dans le deuxième livre sur les oasis du Sud-Est. Khalid Ben-Srhir les a puisés dans la revue *Al-Wata'iq* aussi bien que dans les Archives britanniques et dans la Bibliothèque de Tétouan. On y saisit les liens qui rattachaient de tout temps les oasis du Touat au Makhzen marocain. Il va de soi qu'il ne s'agissait point de liens du type administratif. Administrer, étymologiquement, veut dire aller au plus petit, de la préposition latine "ad", c'est-à-dire "vers" à l'adverbe "minus" c'est-à-dire le moins. Il s'agissait d'une communauté gouvernementale où les gouvernés géraient, en totale autonomie, leurs affaires locales et où le Sultan, Amir al Mouminine, Prince des croyants gérait les affaires globales, au premier rang desquelles se situent la sauvegarde de l'unité de la foi et la défense du territoire contre toute attaque étrangère. Les textes publiés montrent comment les Sultans Moulay Slimane et Moulay Abderrahmane n'ont pas hésité à libérer les habitants du Touat de toute obligation fiscale à l'égard du Makhzen en raison de leur appauvrissement consécutif au tarissement des circuits caravaniers, leur enjoignant de réserver leur zakat aux plus démunis d'entre eux. Mais lorsque la poussée coloniale française dans ces oasis commença à se faire précise, le Sultan Moulay Hassan reprit en ses mains le gouvernement de ces régions. La première tentative de pénétration montée par Jules Cambon, gouverneur de l'Algérie, en fut déjouée, en 1892. Mais le Makhzen était laissé à ses faibles moyens à la fin du XIXe siècle. Depuis 1890, la Grande Bretagne avait déclaré, par la voix de Salisbury que le coq gaulois était libre de se faire les ergots dans les vastes solitudes du Nord-Ouest africain. Elle allait, quant à elle, porter son attention à ce qui se passait sur la ligne Le Cap- Le Caire où elle stoppa militairement une colonne française à Fachoda en 1898. Mais comme l'année suivante éclatait, en Afrique du sud, la révolte des Boers soutenus par l'Allemagne, dont la flotte ne cessait de monter en puissance, force fut à l'Angleterre de se rapprocher de la France. Le chemin vers la fameuse Entente cordiale commença à être balisé par l'autre Cambon, Paul, ambassadeur de France à Londres. Le Makhzen de Moulay Abdelaziz en était conscient, qui, lâché par ses faux amis, ne trouvait plus refuge que dans la prière et l'invocation divine. Un hadith revient souvent dans les correspondances rapportées, dont l'écho est fait d'impuissance et de désespoir: " Il est des temps où celui qui s'accroche à sa foi est comme celui qui s'accrocherait à des braises ". Moulay

Abdelaziz le cite dans une lettre du 15 mars 1900 (p.316) au gouverneur du Touat investi par les armées françaises, le 28 décembre 1899, depuis In Salah dans le Tidikelt. L'opération, menée par le capitaine Pein fut un véritable crime de guerre. On fit croire aux habitants que la colonne française n'avait pour objectif que l'exploration scientifique et qu'elle avait l'aval du Sultan. Les notables allèrent à sa rencontre comme à une réception. Un coup de feu éclata opportunément. La colonne se dit attaquée et ouvrit le feu exterminant tous ceux qui comptaient dans l'oasis. Moulay Abdelaziz dit dans la lettre précitée: "Cette nouvelle est parvenue à Notre Auguste Personne avant que tu ne Nous la rapportes toi-même. Nous déplorons ce qui est arrivé à ces pauvres gens qui n'ont rien fait pour mériter d'être ainsi tués et massacrés". Le Sultan dit qu'il a donné l'ordre d' "attirer l'attention" du représentant de la France à Tanger au titre de *l'istir'a* sur cette grave atteinte aux traités entre les deux parties. Mais pour les Français qui confondaient, depuis leur Révolution, les deux concepts de gouvernement et d'administration, puisque le Maroc n'administrait pas le Kenadsa et le Touat, il ne pouvait les gouverner. Ces régions étaient donc bonnes à intégrer à l'Algérie coloniale. Le Makhzen dut reconnaître le fait accompli dans les accords négociés et signés à Alger en 1901 et 1902. Les armées françaises purent faire face à la résistance des tribus locales et des moujahidines qui accoururent pour les soutenir, proclamant qu'elles ne faisaient rien de plus que de repousser les bandes de pillards qui pouvaient se replier sur les terres marocaines.

Il faut rendre grâce à Khalid Ben-Srhir d'avoir pris sur lui de publier ces documents dans leur langue originale, précédés, tous, de quelques lignes introductives. Ils montrent comment le Maroc historique a été déstabilisé et tronqué, militairement et systématiquement, par le colonisateur. Ils éclairent ce qui se passe, de nos jours au Sahara occidental, au sens large du terme, où l'Algérie indépendante a chaussé, à sa manière, les bottes de l'ancienne armée française d'Afrique. Il n'y a qu'un petit reproche à faire à mon collègue et ami, c'est d'avoir omis de citer dans sa brève bibliographie le livre de A.G.P. Martin: *Quatre siècles d'histoire marocaine*, et en arabe, celui de feu Abdelwahab Ben Mansour: *Lettres de Moulay Isma'il à son fils al-Mamoun* et celui de Mohammed A'fif: *Touat. Mousahama fi dirasati moujtama'at al-wahat wa tarihouha*

Brahim Boutaleb.

Université Mohammed V de Rabat